Fondation Jean Jaurès

Démocratie

SOCIALISTES, ALLONS VOIR SI LA GAUCHE... (2ÈME PARTIE)

Michel Debout †, Marie-Françoise Poyet-Nouvet

01/12/2006

Pour tous : appartenir au monde qui vient. Depuis trente ans, toutes les élections nationales, présidentielles ou législatives, ont été marquées par l'alternance droite/gauche. Selon cette logique, les élections de 2007 devraient être emportées par la gauche d'autant que, depuis 2002, la France va mal et les Français, notamment les salariés les plus modestes, subissent une politique de régression sociale sans précédent.

Mais la gauche est-elle sûre de gagner les prochaines élections, décisives pour la France, alors que les conditions « objectives » de son succès n'ont jamais été réunies à ce point ? Cela va dépendre de la capacité de répondre aux attentes des individus dans leur quotidien et dans leur existence. Reconnaître l'individu, – ce qu'il est, son identité – ce à quoi il aspire, les difficultés qu'il traverse, les engagements qu'il vit – son parcours de vie – doit être la première tâche de tout parti politique, surtout pour un parti de progrès. Les Français attendent un projet politique donnant toute sa place à l'individu et dans le même temps, la prééminence des réponses collectives.
Pour les socialistes et pour la gauche, l'entité collective c'est la République.
C'est elle qui non seulement organise les relations entre les individus citoyens, mais aussi assure la réalité de la nation et au-delà fixe les termes des échanges internationaux. Mais cette appartenance de l'individu à la République est exigeante en droit et devoir : l'individu ne naît pas citoyen, il le devient.

Bien plus d'autres modèles d'appartenance lui sont proposés : ethnique, religieux, sectaire, aujourd'hui, la tentation est forte ; elle est d'autant plus forte que la République ne traite pas tous ses enfants de manière égale.
Il y a là – pour la gauche – un véritable défi d'autant que ces expressions d'appartenance communautaire spécifique s'expriment de plus en plus fort dans la société et dans les médias, et qu'elles tendent à se substituer à l'appartenance de classes, au rapport de forces capital/ travail.
Pour que chacun se sente appartenir pleinement au pays et à la société, il faut repenser les liens économiques, sociaux et civiques qui font de chaque individu un authentique citoyen.

Fondation Jean Jaurès